

versaires. Il est vrai que votre pensée sur l'influence économique de la protection en Espagne ne me paraît pas bien précise. « Elle voulait, dites-vous, acheter sans vendre, consommer sans produire. » Cela n'est ni clair, ni exact. L'Espagne, de même que tous les pays protectionnistes, voulait vendre et ne voulait rien acheter. Comme elle s'était imaginé que les métaux précieux étaient la richesse suprême, elle en prohibait la sortie, et elle repoussait l'entrée des produits étrangers pour ne pas provoquer l'exportation de son argent. Quant à la vente de ses autres produits, elle la désirait et la recherchait de toutes les manières, mais elle n'y réussissait pas. La raison en est facile à comprendre : puisque l'or et l'argent étaient plus abondants en Espagne qu'ailleurs, tous les autres produits y étaient nécessairement plus chers. Les nations étrangères ne pouvaient donc lui acheter, en fait de produits, que ses valeurs métalliques. Mais elle a voulu mettre la volonté de ses financiers à la place des lois naturelles qui régissent la circulation des richesses, et je vous dis à mon tour : « Voyez ce que l'Espagne est devenue ! »

Après avoir affirmé que la protection avait fait la fortune de l'Angleterre, vous examinez son utilité pour la France, et vous dites que, sans elle, les maîtres de forges seraient ruinés, et que notre industrie métallurgique *serait tuée irrémissiblement*. Nous objecterions bien que ces prévisions sinistres nous paraissent excessives, puisque vous reconnaissez vous-même que nos usines « sont prêtes à tenir tête à la Belgique, et qu'elles ne tarderont pas à braver l'Angleterre » D'ailleurs les libre-échangistes n'ont jamais demandé une substitution violente de la liberté à la restriction. Mais nous avons hâte d'arriver à la fin de cette rectification que vous nous opposez, et nous nous contenterons d'observer que la question à résoudre est seulement celle-ci : un abaissement des tarifs, lors même qu'il compromettrait les intérêts particuliers des maîtres de forges, compromettrait-il l'intérêt général de la France ?

Je dois réclamer contre une opinion économique que vous me supposez à mon grand étonnement ; car je ne crois pas que rien dans ce que j'ai écrit puisse motiver votre méprise. D'ailleurs, cette supposition ferait peser sur moi une accusation d'étourderie impardonnable dans une discussion aussi grave.

« Dites donc enfin, c'est à moi que vous vous adressez, « à quelle industrie vous nous destinez ? Vous ne nous croyez propres ni à l'agriculture, ni à l'industrie : qu'offrirons-nous donc aux étrangers pour les denrées et les marchandises que nous leur demanderons ? Nous aurons d'autant moins à leur offrir que nous aurons plus à leur